

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Groupe de travail des politiques de coopération en
matière de réglementation et de normalisation****Vingtième session**

Genève, 1^{er}-3 novembre 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Pratiques en matière de normalisation et de réglementation**Modalités permettant d'améliorer le partage
des informations sur les règlements techniques
et les normes****Proposition soumise par la délégation de la Fédération de Russie¹***Résumé*

Le présent document est soumis par l'Agence fédérale de réglementation technique et de métrologie de la Fédération de Russie, qui propose de créer un modèle pour l'évaluation des règlements techniques et des normes (MASTERS). Le modèle proposé consiste en une méthode permettant d'analyser et de comparer les prescriptions techniques figurant dans les règlements techniques et les normes de différents pays et régions.

Cette méthode permettrait aussi de créer en ligne une base de données sur les prescriptions techniques appliquées dans divers secteurs industriels et divers pays. La base de données pourrait être utilisée pour l'analyse, le partage des informations et la mise en place de nouvelles initiatives sectorielles sur la base de la recommandation L de la CEE. MASTERS fournirait également aux fabricants et aux consommateurs des informations à jour sur les prescriptions concernant les produits fabriqués dans les pays membres du système ainsi créé.

Le présent document est soumis au Groupe de travail pour qu'il en prenne connaissance et en débattenne.

¹ À sa dix-neuvième session, le Groupe de travail a invité les gouvernements nationaux et les organisations régionales à présenter des renseignements actualisés sur leurs activités et projets de coopération en matière de réglementation (ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 28). C'est pourquoi la Fédération de Russie a soumis le présent document.

I. Introduction

1. Le présent document est soumis par l'Agence fédérale de réglementation technique et de métrologie de la Fédération de Russie. Il traite des difficultés rencontrées par les autorités pour rassembler des informations et comparer différentes prescriptions nationales inscrites dans différents règlements lorsqu'elles élaborent leur propre règlement. Les exportateurs et importateurs se trouvent confrontés à des difficultés analogues pour se conformer aux différents règlements et documents. Le projet qui est proposé suggère des solutions qui pourraient conduire à une plus grande transparence et un meilleur partage des informations concernant les règlements techniques et les normes, et contribuer à éliminer les obstacles techniques au commerce dus à un manque de transparence à la fois dans le cadre et en dehors de l'OMC. Ce projet pourrait constituer un nouveau domaine d'activité pour le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6).

II. Considérations générales

2. Selon l'Organisation mondiale du commerce et le Groupe de personnes éminentes² de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'économie moderne subit des pertes considérables en raison des différences qui existent entre les systèmes nationaux de réglementation, et qui constituent l'un des principaux obstacles au commerce. Le projet proposé est donc d'actualité et peut présenter un grand intérêt pour les fabricants, les consommateurs et les organismes de réglementation du monde entier.

3. Ce projet, qui pourrait être réalisé dans le cadre de la CEE, a pour but a) d'organiser les informations sur les systèmes de réglementation technique appliqués ici et là en utilisant des modèles unifiés et b) d'établir des équivalences entre les prescriptions concernant les produits et conditions d'accès des produits aux marchés nationaux telles que spécifiées dans les règlements techniques, les normes et d'autres documents normatifs.

4. Le modèle proposé pour l'évaluation des règlements techniques et des normes (MASTERS) serait particulièrement important dans le cas des systèmes régionaux de réglementation technique, lesquels ont pour vocation d'intensifier l'harmonisation des règlements techniques et de réduire ainsi autant que possible les obstacles techniques au commerce tout en préservant la sécurité des produits.

5. Le «Modèle international» élaboré par le WP.6 et qui est exposé dans la recommandation L, est basé sur la définition d'objectifs réglementaires communs (ORC). Les ORC décrivent les prescriptions applicables aux produits que les pays participant aux initiatives sectorielles devraient reprendre comme base de leur réglementation technique nationale ou régionale.

6. Pour que les ORC soient adoptés par le plus grand nombre de pays possible, ils devraient dans toute la mesure du possible être en adéquation avec:

- Les prescriptions concernant les produits qui figurent dans les règlements techniques des partenaires commerciaux les plus importants;
- Les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par les partenaires commerciaux les plus importants.

² http://www.unctad.org/fr/docs/c1em27d3_fr.pdf.

7. Les différences entre les prescriptions inscrites dans les ORC par rapport aux règlements techniques nationaux et régionaux devraient être aussi transparentes que possible.

8. C'est pourquoi les ORC devraient être définis par des groupes de travail représentatifs des systèmes de réglementation technique nationaux et régionaux les plus importants. Il devrait être facile de comparer les prescriptions des différents règlements afin que les experts puissent formuler les ORC dans les meilleures conditions et estimer les équivalences ou divergences entre les prescriptions des ORC et celles des règlements nationaux ou régionaux.

9. Pour que de telles comparaisons soient possibles, il faut au préalable disposer de données complètes sur les prescriptions des règlements techniques nationaux et régionaux appliqués par les partenaires commerciaux les plus importants.

10. Toutefois, ces données ne sont pas encore disponibles. Les informations contenues dans les bases de données actuelles ainsi que dans la documentation scientifique et technique ne sont ni officielles ni suffisamment objectives ou complètes.

11. Il est également difficile de comparer les informations en raison des différences entre les prescriptions applicables aux produits et de la diversité des documents entre pays. De même, il est également difficile de comparer l'agencement et la teneur des documents techniques. Il serait donc souhaitable d'établir une base uniforme pour agencer et classer les informations.

III. But du système proposé

12. Nous proposons de mettre au point une méthode qui permettrait:

- D'évaluer les équivalences entre les règlements techniques appliqués par différents pays;
- De créer des bases de données sur les prescriptions techniques appliquées dans divers secteurs industriels;
- D'utiliser ces informations à des fins d'analyse et de partage des informations.

13. MASTERS fournirait aux fabricants comme aux consommateurs des modèles d'information structurés pour des indicateurs de sécurité et, par voie de conséquence, des informations à jour diffusées en ligne sur les prescriptions applicables selon le secteur pour différents produits fabriqués dans les pays membres ainsi que sur les conditions d'accès aux marchés de ces pays.

14. En particulier, le système d'information basé sur les modèles MASTERS permettrait aux utilisateurs:

- De trouver et comparer les prescriptions;
- De trouver les sources d'information;
- D'évaluer les risques que pourrait présenter l'utilisation d'un produit;
- De déterminer si les informations fournies sont nécessaires;
- De déterminer le degré d'urgence des informations;
- De réunir et rassembler les informations;
- D'ordonner systématiquement les informations;
- De diffuser les informations.

IV. Avantages du système proposé

15. Les prescriptions applicables aux produits sont souvent très différentes d'un pays à l'autre. Malgré les accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, les conditions d'accès des produits aux différents marchés nationaux sont régies par diverses autres prescriptions, qui se traduisent par des obstacles techniques au commerce. En outre, les informations sur les conditions d'accès sont souvent difficiles à trouver et difficiles à comprendre. Les prescriptions proprement dites sont énoncées dans divers documents, y compris des règlements techniques et des normes volontaires, auxquels il peut être difficile et coûteux d'avoir accès.

16. Les pays membres de l'OMC ont des «centres spécialisés» pour traiter les demandes de renseignements («points d'information»), mais:

- Beaucoup ne donnent pas d'informations aux particuliers;
- Les informations sont très coûteuses ou ne sont pas transparentes;
- En général, ces centres n'établissent pas de comparaisons avec les conditions d'accès aux marchés d'autres pays.

17. Pour déterminer les meilleurs mécanismes de réglementation technique obligatoire, chaque pays doit disposer d'informations lui permettant d'établir des comparaisons avec ce qui se fait dans d'autres pays.

18. Pour procurer à toutes les personnes et organisations intéressées les informations qu'elles souhaitent obtenir, chaque pays doit avoir des sources d'information spéciale sur les règlements et mesures techniques, lesquelles fournissent à toutes les parties intéressées des informations sur:

- Les prescriptions applicables à des produits particuliers dans différents pays;
- Les conditions d'accès des produits aux marchés de ces pays;
- Les différences entre les prescriptions et conditions d'accès aux marchés nationaux ou régionaux.

19. À cet effet, les pays devraient avoir des mécanismes unifiés de collecte et de stockage de ces informations. Grâce à ces mécanismes, ils pourraient permettre un échange d'informations pour la comparaison des prescriptions.

20. Les informations sur les conditions d'accès aux marchés des pays devraient être:

- À jour;
- Disponibles dans n'importe quel pays dans la propre langue du pays;
- Claires et compréhensibles;
- Transparentes;
- Compatibles, qu'il s'agisse de leur agencement ou de leur interface, avec le cadre de tous les pays membres.

21. Pour que les organisations intéressées des pays participants puissent s'associer réellement à ce système, elles devraient chacune:

- Avoir accès aux informations appropriées dans leur pays;
- Tenir à jour leurs propres sources d'information dans le domaine considéré;
- Pouvoir communiquer directement avec leurs homologues d'autres pays;

- Procéder à des échanges d'informations (de préférence en anglais) entre elles;
- Traduire ces informations dans la langue nationale du pays membre;
- Offrir à tous les utilisateurs intéressés, de l'intérieur et de l'extérieur, un accès à ces informations;
- Disposer d'un logiciel uniforme ou compatible pour utiliser les modèles et le système MASTERS.

22. Les prescriptions concernant les produits peuvent, même si elles sont établies de manière différente, aboutir à des résultats identiques, par exemple sur le plan de la sécurité. C'est pourquoi nous avons besoin d'un moyen objectif pour établir les équivalences entre les prescriptions.

V. Caractéristique et description du système MASTERS

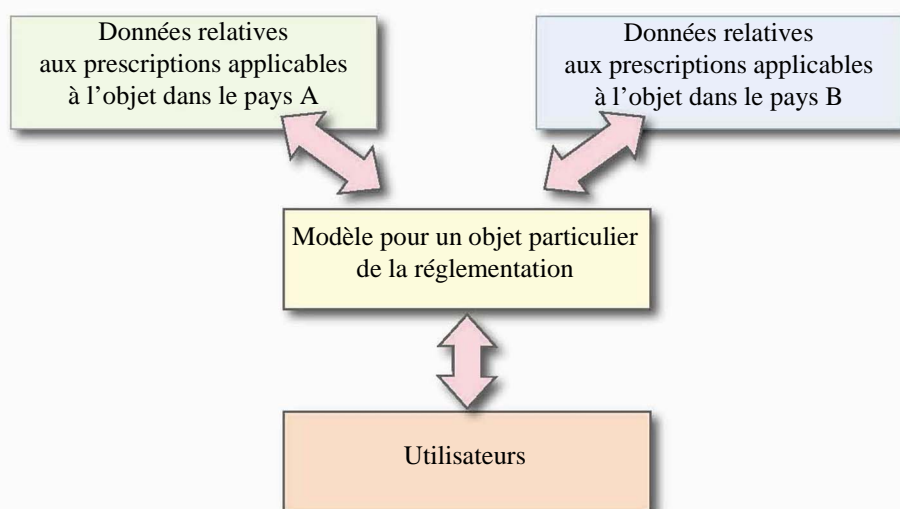
23. Pour comparer les prescriptions énoncées dans différents systèmes de réglementation, il est nécessaire d'établir un modèle pour agencer l'information de manière cohérente, ce qui permet de dépister la présence ou l'absence de prescriptions spécifiques et leur identité, ainsi que les équivalences ou divergences (négligeables ou importantes) au moyen d'un ensemble (éventail) structuré d'indicateurs de sécurité.

24. Il est possible d'utiliser à cet effet la disposition type concernant la sécurité pour un objet particulier de la réglementation (produit ou technique).

25. Le principe général de l'échange d'informations en utilisant ce modèle est illustré dans la figure 1.

Figure 1

Principe général de l'échange d'informations sur la base du modèle



26. Le modèle présente un intérêt supplémentaire en ce sens qu'il pourrait être possible, après son élaboration et l'accumulation d'informations suffisantes pour comparer les systèmes de réglementation technique de différents pays, de créer un fichier des prescriptions les plus générales et un ORC général (ou d'autres versions préliminaires de règlement technique commun) dans un secteur donné.

VI. Fonctionnement du système proposé

27. Le système MASTERS a principalement pour but de créer des modèles pour les objets de la réglementation technique.

28. Le système a essentiellement pour fonction de créer sur la base de ces modèles des sources d'information partagées qui seraient accessibles à tous les utilisateurs intéressés des pays membres du système.

29. Le système devrait fournir aux utilisateurs les informations sur les équivalences entre les prescriptions des règlements techniques, normes et autres documents normatifs dans différents pays membres. Il est pour cela nécessaire a) de mettre en relation deux au moins de ces pays et de saisir dans des bases de données leurs informations sur les prescriptions énoncées dans des documents normatifs et b) d'élaborer un ensemble approprié de moyens d'action pour établir les équivalences ou divergences entre les documents disponibles en appliquant divers indicateurs de sécurité.

30. Dans chaque pays membre, l'équipe de l'initiative et les organisations intéressées créeraient alors et tiendraient à jour les sources d'information (bases de données) nécessaires en utilisant les modèles mis au point au niveau international dans le cadre du système MASTERS.

31. Une fois les modèles élaborés, les organisations pourraient:

- Avoir accès aux informations relatives a) aux prescriptions applicables aux objets du règlement technique (produits et procédés y afférents) et b) aux conditions d'accès au marché édictées par les pays, et les tenir à jour;
- Fournir ces informations aux organisations d'autres pays membres;
- Recevoir et stocker les informations fournies par d'autres pays membres;
- Traduire ces informations dans leur langue nationale;
- Fournir à toutes les parties intéressées un accès à ces informations.

32. Les éléments d'information (documents) du système MASTERS sont:

- Les dispositions des règlements techniques;
- Les dispositions des normes;
- Les dispositions d'autres documents relatifs au règlement technique;
- Les dispositions des accords;
- Les prescriptions en vigueur pour les objets du règlement technique;
- Les règles des procédures d'évaluation de la conformité.

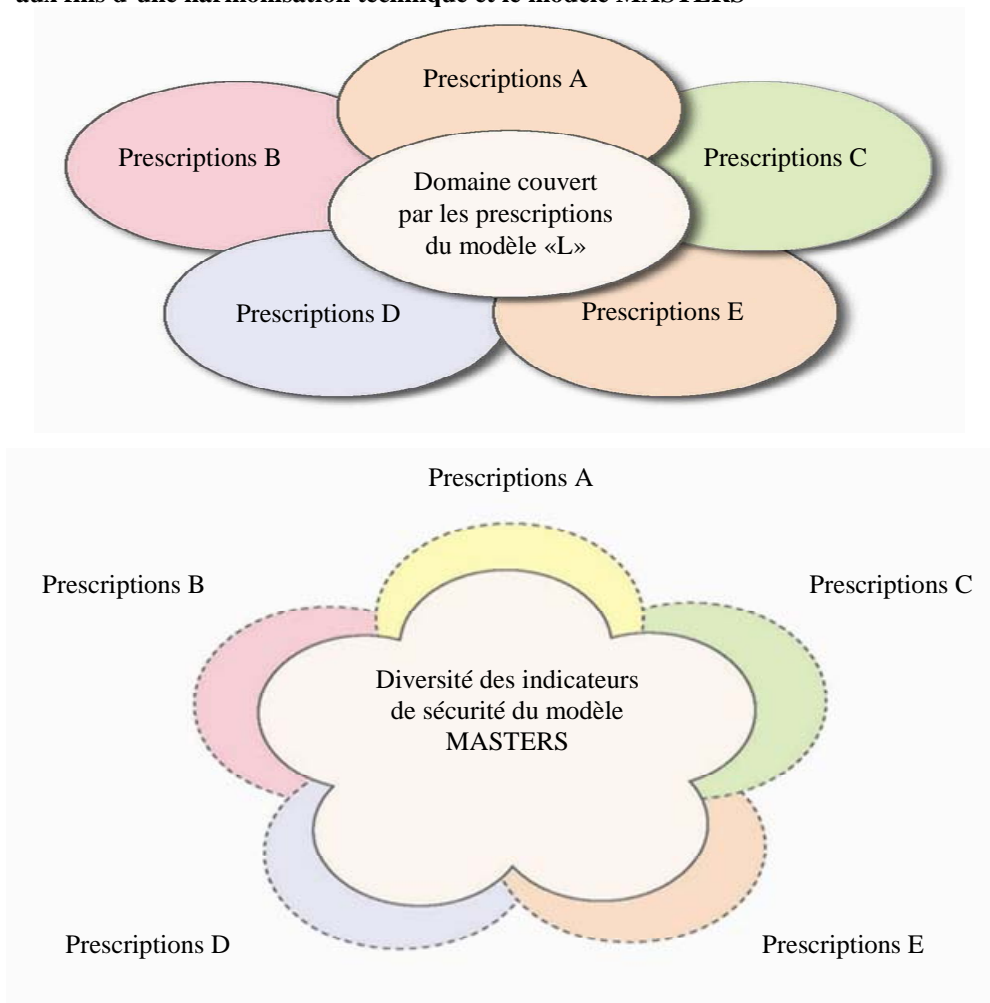
33. Les objets du règlement sont:

- Les produits;
- Les procédés afférents aux produits;
- Les procédures d'évaluation de la conformité.

34. La figure 2 montre le domaine couvert par les prescriptions visées par les ORC du modèle «L» aux fins d'une harmonisation technique et la diversité des indicateurs de sécurité dans le modèle MASTERS. La différence entre les ORC et le modèle MASTERS ressort clairement.

Figure 2

Comparaison entre le domaine couvert par les prescriptions (éléments) du modèle «L» aux fins d'une harmonisation technique et le modèle MASTERS



VII. Utilisateurs des informations obtenues sur la base des modèles

35. D'autres organisations internationales ou régionales pourraient s'intéresser et participer à l'élaboration du système MASTERS:

- OMC;
- CEE;
- APEC;
- OCDE;
- Communauté économique eurasiennne.

36. En outre, le système bénéficierait de la participation d'un certain nombre de partenaires, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Principaux motifs de la participation à l'élaboration de la méthode MASTERS et des modèles pour divers groupes d'utilisateurs

<i>Utilisateurs</i>	<i>Motif de la participation à l'élaboration des modèles MASTERS</i>
Conseillers commerciaux	Avoir davantage de possibilités d'utiliser des informations dans leur propre intérêt pour aider la clientèle
Exportateurs	Obtenir des informations plus fiables sur les prescriptions concernant les produits dans d'autres pays
Importateurs	Obtenir des informations plus fiables sur les prescriptions concernant les produits importés dans les pays où ils sont fabriqués
Personnel des autorités de réglementation	Analyser la présence d'obstacles techniques au commerce entre les pays
Experts de l'élaboration des règlements techniques	Harmoniser les législations techniques des pays
Experts employés par des organismes de certification et des laboratoires techniques	Évaluer si un produit est conforme aux prescriptions des règlements techniques
Organisations internationales du commerce et organisations œuvrant en faveur du développement du commerce	Harmoniser la réglementation internationale du commerce
Personnel des «Points d'information» de l'OMC	Répondre aux demandes de renseignements des parties nationales intéressées concernant les conditions des échanges avec d'autres pays
Étudiants/enseignants	Acquérir et faire le point des connaissances sur les obstacles techniques au commerce
Vendeurs/acheteurs	Avoir accès à des données sur les prescriptions concernant les produits et sur la conformité de ces produits à ces prescriptions
Clients	Analyser les possibilités de passer commande auprès d'organisations d'autres pays
Exécuteurs de commandes	Avoir accès à des données sur les prescriptions concernant les produits dans le pays du client
Organismes de supervision et de contrôle	Analyser le risque de non-conformité des produits en provenance d'autres pays
Organismes de protection des consommateurs	Protéger les consommateurs contre les produits dangereux ou de qualité médiocre en provenance d'autres pays
Autorités douanières	Analyser les documents accompagnant les produits à dédouaner